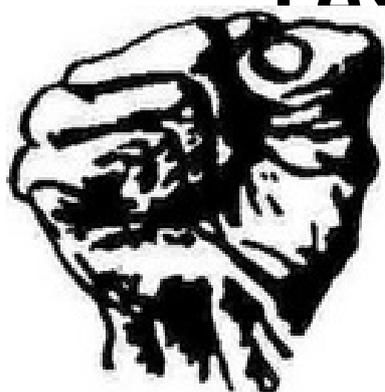


<http://ugtg.org/spip.php?article1528>



UGTG Pôle Emploi : A propos de la visite de Xavier Bertrand, ministre du chômage et de l'exclusion des



deloupéens

Date de mise en ligne vendredi 22 juillet 2011

Date de parution 22 juillet 2011

- Actualité -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

COMMUNIQUÉ

A propos de la venue de Xavier BERTRAND au Pôle Emploi de Guadeloupe

Le vendredi 22 juillet 2011, Xavier BERTRAND, en sa qualité de ministre en charge du travail et de l'emploi devrait se rendre à la Direction Territoriale du Pôle Emploi (Immeuble LOMBA, Jarry - Baie-Mahault) où doit se tenir une réunion ad hoc du SPER (Service Public de l'Emploi Régional).

Partout ailleurs, le SPER - composé de représentants régionaux et départementaux, de l'Etat ainsi que de Pôle Emploi - fonctionne et agit comme un comité de pilotage régional des politiques de l'emploi qui se réunit chaque mois sous l'égide du Préfet de région pour mettre en oeuvre les politiques publiques et mobiliser l'ensemble des acteurs en faveur d'actions de lutte contre le chômage.

Or en Guadeloupe, ce SPER, qui se tient de manière épisodique, n'est à l'origine d'aucune initiative, d'aucune action ! C'est une banale chambre d'enregistrement des décisions du représentant de l'état ! Ainsi de la décision prise début juillet 2011 de réduire de 26 à 22H00 la durée hebdomadaire de prise en charge des contrats aidés (CUI - CAE).

Or s'agissant de cette visite en catimini - aucune information au réseau - qu'entendait effectuer Xavier BERTRAND au Pôle Emploi de Guadeloupe, l'on apprend que cette réunion du SPER (la deuxième en 15 jours) sera pour une fois l'occasion de signer des contrats de services entre des Agences et des entreprises. Une manière somme toute assez méprisable de récupérer le travail de terrain effectué par les équipes locales du Pôle Emploi Guadeloupe...

Travail effectué au quotidien dans des conditions (matérielles et opérationnelles) encore plus lamentables depuis la fusion ; et en l'absence de toute volonté politique (Etat - Région - DG) de lutter :

- ▶ contre le chômage de masse frappant un tiers de la population active et 60% des jeunes actifs,
- ▶ contre les conséquences de l'échec scolaire et de l'inadaptation des filières,
- ▶ contre le racisme et la discrimination à l'embauche dont sont victimes les guadeloupéens sur leur propre sol.

... Et de doter la Guadeloupe d'un service public du placement, de l'indemnisation, de l'orientation et de la formation en mesure d'agir efficacement :

- ▶ pour orienter, former, qualifier et insérer durablement les chômeurs de Guadeloupe,
- ▶ pour informer, conseiller et accompagner les porteurs de projets, les petites entreprises, les artisans et les commerçants souhaitant utiliser nos services,
- ▶ développer des outils (prestations...), des dispositifs (ex : clause sociale pour les chantiers publics) et des politiques propres à ce pays (ex : la priorité d'embauche, comme c'est le cas en Tahiti ou en Kanaky ; ou la promotion des Guadeloupéens à des postes de responsabilité).

Mieux, Xavier BERTRAND compte se rendre à la direction territoriale de LOMBA où un fantomatique directeur régional nommé en janvier 2011, et censé prendre ses fonctions dès le 14 février suivant sera bien entendu absent : Michel SWIETON, après 5 séjours en France en l'espace de 4 mois, est en effet depuis trois semaines en... Norvège ; où il coule à n'en point douter des jours heureux...

Son unique décision à ce jour : la nomination - dans la foulée de son arrivée - d'un de ses compatriotes comme directeur de l'agence de Saint-François. Un routard colonial qui, après avoir sillonné la Réunion et la Nouvelle Calédonie, puis la Martinique et Saint-Martin, avait émis le souhait de découvrir la Guadeloupe. Présent depuis un

mois, il bénéficie à ce jour d'une voiture de fonction...

Car pas plus que ces deux loustics qu'il ferait bien de rapatrier en France, ni Xavier BERTRAND, ni l'état français, ni les laquais (PENCHARD) et relais locaux (LUREL - GILLOT) n'entendent développer ce pays et **ba Gwadeloupéyen travay an péyi a yo !** A preuve :

1. Aucun des engagements du protocole du 4 mars 2009 n'est respecté : Pas de Plan d'urgence pour l'emploi et la formation des jeunes ; pas de priorité d'embauchés dans le cadre du « volontarisme républicain » **kon yo kriyé'y** ; pas de promotion des Guadeloupéens aux postes à responsabilité (cf. supra) ; pas d'Observatoire sur l'égal accès afin de combattre le racisme à l'emploi... ; pas de service public régional de la formation pour remplacer l'AFPA...

2. La maigre pitance offerte aux Guadeloupéens (les contrats aidés) : fait l'objet de coupes drastiques (nombre volume horaire) ; n'est l'objet d'aucun contrôle régulier des employeurs véreux qui s'y activent (d'où les innombrables dérives et détournements commis à la barbe et au nez de la DDTE - DIECTE - et de Pôle Emploi). De fait, cette « insertion » là n'a d'autre but que de conforter l'idée que nous - Guadeloupéens - serions incapables d'occuper des emplois « normaux », de droit commun...

3. Le refus de la Direction Générale et donc de M. SWIETON, d'agir pour finaliser la contractualisation avec les collectivités de dispositifs (RSA - Plateforme d'Orientation Régionale...) en mesure de favoriser un début d'insertion des Guadeloupéens...

4. L'absence de tout projet d'établissement Pôle Emploi Guadeloupe ; l'absence du Pôle Emploi Guadeloupe de toute discussion ou rencontre entre les acteurs socio-économiques ; l'absence de toute campagne d'information ou action de communication régionales...

5. L'incapacité de cette Direction régionale de mettre en place en temps et en heure les actions de formation en direction des chômeurs (les premières actions collectives de formation du Pôle Emploi Guadeloupe ne débiteront au mieux que fin septembre) ; doublée de **l'absence de Programme Régional de Développement de la Formation (PRDF)**...

6. La précarité instaurée au sein même du service public où, au nom de la RGPP et de la réduction des dépenses publiques, la Direction régionale n'entend recruter plus que des agents en CDD au Pôle Emploi Guadeloupe (d'où la récente grève victorieuse en vue de la titularisation de 8 d'entre eux)...

On l'aura compris, les travailleurs, les chômeurs et les agents du Pôle Emploi de Guadeloupe n'attendent rien de la venue de ce ministre, garant du chômage et de l'exclusion des Guadeloupéens :

ONPIL LAFIMÉ A PIP, ONLO PAWOL MAKAKRI ET QUELQUES INDIGENES BEATS AU FOND DU DECOR...

UGTG Pôle Emploi

Jeudi 21 juillet 2011

Post-Scriptum

[Articles 82 à 101 - Protocole 4 mars 2009 - Pages 10-11-12](#)

>